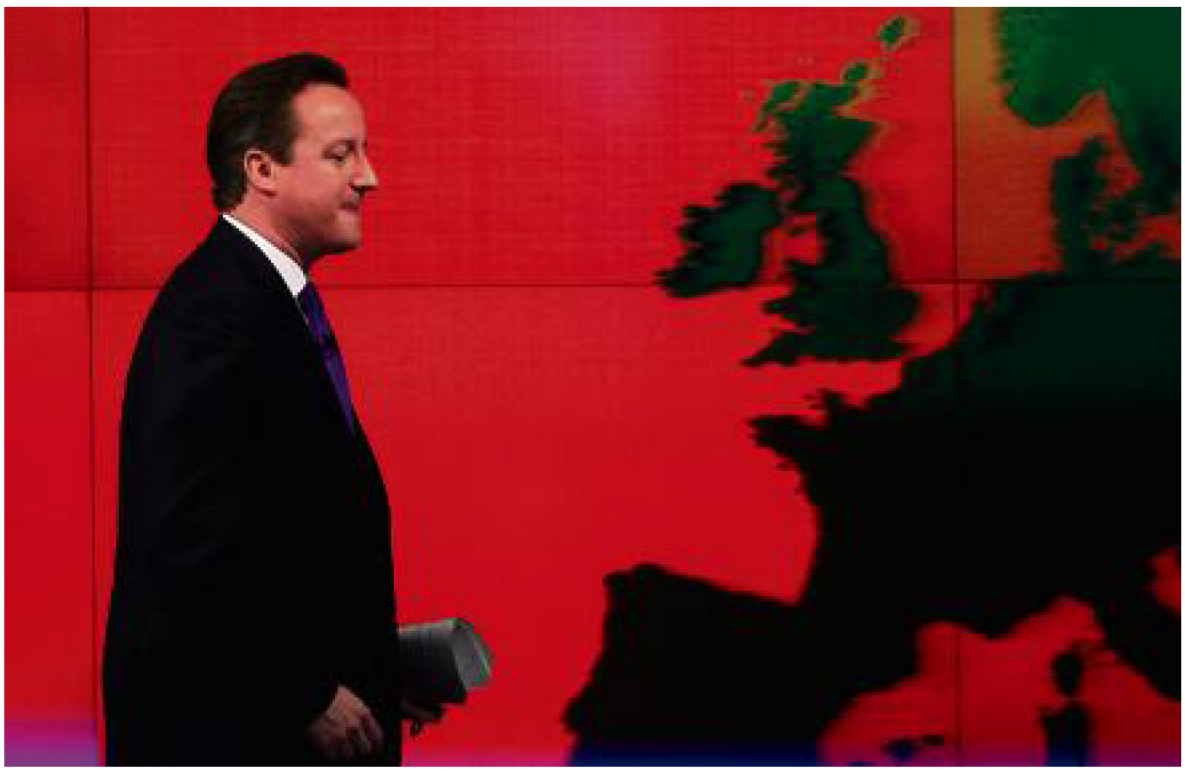
Europe : David Cameron doit cesser de jouer avec le feu

Poussé par sa base conservatrice, le Premier ministre britannique laisse s'installer l'idée d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe. Une erreur stratégique, qui compromettrait l'avenir économique du pays.



Depuis le début de l'année, David Cameron, regonflé par de bons résultats économiques, multiplie les leçons de gouvernance à ses partenaires européens, en particulier la France. *Photo Matthew Lloyd/Bloomberg*

LA **CHRONIQUE** *d'***Edouard Tétreau**

« Le Déni français ». Fin 2012, Sophie Pedder (« The Economist ») signait un livre remarquable de lucidité et d'invitation à l'action sur la situation française. « Les derniers enfants gâtés de l'Europe » – c'est le sous-titre – étaient les Français, entretenus dans le déni par une classe politique leur masquant la réalité : celle d'un pays vivant au-dessus de ses moyens, en voie rapide de déclassement. Bonne nouvelle : après dix-huit mois d'illusions, l'exécutif français a enfin ouvert les yeux et négocie un virage politique majeur. On attendra le texte du projet de loi et la constitution d'un gouvernement remanié autour de cette nouvelle « politique de l'offre », pour s'assurer que ce changement de cap est une réalité, susceptible de redonner confiance aux acteurs de l'économie. Et pas une ficelle manœuvrière et temporaire, à quelques mois des élections municipales.

D'ici là, à quelques jours du sommet franco-britannique entre MM. Cameron et Hollande, l'actualité commande de se pencher sur un nouveau déni : le déni britannique.

Depuis le début de l'année, l'exécutif britannique, regonflé par de bons résultats sur sa politique économique, multiplie les leçons de gouvernance à ses partenaires européens, en particulier la France. Poussé par 95 députés conservateurs réclamant un droit de veto du Parlement britannique sur toute nouvelle législation européenne, il propose depuis mercredi dernier (conférence Open Europe) un « New Deal » européen un peu particulier :

- les pays membres de l'Union doivent se réformer comme la Grande-Bretagne l'a fait ;
- les traités européens doivent être réécrits pour accommoder les intérêts britanniques ;
- l'Europe pesant, dixit Angela Merkel et George Osborne, 7 % de la population, 25 % du PIB et 50 % des dépenses sociales dans le monde, cela ne peut pas durer : dégonflons ses niveaux de protection sociale, sinon l'Europe sortira du jeu du monde.

Cet argumentaire fait mouche, à deux endroits : l'Union européenne est effectivement imparfaite et mérite d'être restructurée. Et le poids des impôts, de la dépense et des déficits publics en France, tueurs de croissance et d'emplois, plaide pour une action résolue d'économies, à l'instar de ce que les Britanniques ont fait.

En revanche, plusieurs faits incitent à une certaine prudence sur ce « New Deal » britannique pour l'Europe.

- Le chiffre de 50 % des dépenses de protection sociale est invérifiable, voire faux. Les passifs non financés (retraites) des Etats-Unis, notamment, représentent plus de 100.000 milliards de dollars – plus que le PIB de la terre. On connait des modèles sociaux plus performants de ce côté-ci de l'Atlantique.
- Les performances économiques et sociales britanniques sont contrastées : certes, le taux de chômage, à 7,4 %, est très enviable pour des Français. La croissance (1,9 % aujourd'hui) est repartie en Grande-Bretagne. Il y règne un climat positif, de liberté (de religion, d'entreprise, d'opinion) qui contraste singulièrement avec le climat délétère et quasi totalitaire qui s'installe en France : séquestration de dirigeants d'entreprise, attaques répétées contre le modèle familial et les pratiques religieuses, remise en cause de l'équilibre de la loi Veil, etc. En revanche, tous les indicateurs britanniques ne sont pas roses, loin de là. Le déficit commercial britannique, le plus élevé en Europe, n'a jamais été aussi fort depuis un quart de siècle, malgré une chute du sterling de plus de 20 % (par rapport à l'euro). S'il fait bon être très riche à Londres, où le ticket de métro est à 6 euros (zone 1), et, il ne fait pas bon vivre et travailler dans la classe moyenne : sur les 13 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en Grande-Bretagne, plus de la moitié ont un emploi. Enfin, l'inflation (2,6 %), les déficits publics (6,7 % du PIB) et l'endettement moyen des ménages (30 % au-dessus de l'endettement des ménages français) soulignent la fragilité de cette reprise.
- L'équation du Royaume-Uni, qui pourrait ne plus l'être dans huit mois (référendum très incertain sur l'indépendance écossaise en septembre), se résume avec les trois chiffres suivants : 0,9 %, 3 %, 50 %. La Grande-Bretagne, si elle devait quitter l'Union européenne, ne représenterait plus que 0,9 % de la population mondiale, et 3 % du PIB mondial. Où en serait la « special relationship » des Etats-Unis avec un pays aussi petit ? Dans quel état serait son économie, en particulier la City de Londres, alors que 50 % de ses exportations sont faites sans barrières avec l'Union européenne, son premier client ?

> Les performances économiques et sociales britanniques sont contrastées.

> 50 % de ses exportations sont faites sans barrières avec l'Union européenne.

Dimanche dernier, un sondage faisait du UK Independent Party, parti nationaliste et europhobe, le parti le plus populaire de Grande-Bretagne avec 27 % d'opinions favorables. A force de jouer avec le feu, de dresser une opinion publique contre l'Europe, bouc émissaire commode d'une politique d'austérité particulièrement dure pour les classes moyennes, le Parti conservateur britannique fait courir un risque majeur à son pays. Celui du déclassement économique, de la sortie du jeu européen, et donc mondial. « *Vous avez eu à choisir entre la guerre et le déshonneur ; vous avez choisi le déshonneur, vous aurez la guerre* », disait Churchill à la Chambre des communes en 1938. Une fois n'est pas coutume, ma proposition de la semaine n'est pas pour M. Hollande, mais pour M. Cameron. Plutôt que de choisir le déshonneur (une campagne politique xénophobe menant à la sécession avec l'Ecosse, puis l'Europe) pour éviter la défaite dans les urnes, qu'il fasse le choix de l'honneur : une campagne pro-européenne, ouverte et dynamique à son image. Et le choix de l'avenir : celui de la Grande-Bretagne dans l'Europe.

Edouard Tétreau
www.edouardtétreau.com